

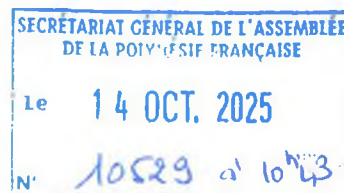


Groupe TAPURA HUIRAATIRA



Question orale

(Séance du jeudi 16 octobre 2025)



Adressée à Monsieur Taivini TEAI

*Ministre de l'Agriculture, des Ressources maritimes, de l'Environnement, en charge de
l'Alimentation, de la Recherche et de la Cause animale.*

Objet : Absence de missions vétérinaires dans l'archipel des Marquises

Monsieur le Ministre,

Les Marquises sont le premier archipel exportateur de viande vers Tahiti, avec plus de 100 tonnes commercialisées en 2022, principalement du gibier caprin. Pourtant, aucune structure d'abattage agréée n'existe et, à ce jour, aucune mission régulière d'inspection sanitaire ni d'estampillage n'a jamais été organisée, malgré la présence sur place de jeunes techniciens vétérinaires marquisiens formés et prêts à être accrédités.

Permettez-moi de rappeler mon expérience personnelle : après plusieurs décennies au sein du SER, du SDR et aujourd'hui de la DAG, notamment sur le plateau de Toovii où nous gérons un cheptel bovin de près de 600 têtes, jamais un vétérinaire du Pays ne s'est déplacé pour contrôler ou estampiller les viandes pourtant vendues localement.

Aujourd'hui encore, la réglementation impose l'expédition de carcasses entières congelées et conditionne la filière viande à la création d'abattoirs lourds, coûteux et complexes, inaccessibles pour nos éleveurs.

Monsieur le Ministre, pourquoi, hier comme aujourd'hui, les vétérinaires de la DBS – comme auparavant ceux du SER, du SDR et de la DAG – ne se déplacent-ils pas aux Marquises pour contrôler et estampiller la viande, ce qui impose à la filière des investissements aussi disproportionnés ?

Quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour :

- 1. Mettre en place un protocole transitoire d'abattage et d'inspection sanitaire sur site, avec estampillage régulier ;**
- 2. Accréditer les techniciens marquisiens déjà formés pour assurer ces contrôles sous supervision de la DBS ;**
- 3. Élargir la définition de « gibier » et soutenir la création de salles de découpe locales, mieux adaptées et financièrement accessibles ?**

Ces ajustements simples et pragmatiques permettraient de garantir la santé publique tout en soutenant notre économie locale et en respectant les pratiques culturelles marquisiennes.

Je vous remercie.



Benoît KAUTAI